



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

Secrétariat général

**Direction Générale
des ressources
humaines**

Direction de projet
Elections professionnelles

Et

**Service de l'action
administrative
et des moyens
Sous-direction des
achats**

Bureau de la stratégie et
de l'ingénierie
des achats
SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Procédure n° MEN-SG-MPA-25033

Objet : Prestation d'expertise indépendante de la solution de vote électronique mise en œuvre pour les élections professionnelles en 2026 et en 2027 au ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche et au ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE	5
3.1/ Forme et montant du marché.....	5
3.2/ Procédure.....	5
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5/ MODALITES D’EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 8/ CLAUSE DE REEXAMEN.....	6
ARTICLE 9/ PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	7
ARTICLE 10/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 11/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 12/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	10
ARTICLE 13/ PENALITES.....	10
13.1/ Pénalités de retard	10
13.2/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	11
13.3/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels	11
ARTICLE 14/ PRIX DU MARCHE	11
14.1/ Contenu des prix.....	11
14.2/ Forme des prix.....	11
14.3/ Révision des prix.....	11
ARTICLE 15/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION.....	11
15.1/ Facturation.....	11
15.2/ Délais de paiement.....	12
15.3/ Avance.....	12
15.4/ Acomptes	12
15.5/ Cession ou nantissement des créances.....	13
ARTICLE 16/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L’EXECUTION DU MARCHE	13
16.1/ Assurance	13
16.2/ Justificatifs sociaux	13
16.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché.....	13

ARTICLE 17/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....	14
ARTICLE 18/ RESILIATION	14
ARTICLE 19/ SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 20/ DIFFERENDS ET LITIGES	15
ARTICLE 22/ DEROGATIONS	15

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) :

- Le ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative sont désignés sous l'appellation « le ministère » ou « les ministères » ou « l'administration » ;
- L'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations du présent marché est désigné sous l'appellation de « Titulaire expertise ».
- Le marché de mise à disposition d'une solution de vote électronique infogérée et de réalisation de prestations associées pour les élections professionnelles de 2026 et de 2027 au sein des ministères est désigné sous l'appellation de « Accord-cadre SVE » ;
- Le titulaire de ce marché « Accord-cadre SVE » est désigné sous l'appellation de « Titulaire SVE ».

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une prestation d'expertise indépendante d'une solution de vote électronique ainsi que de prestations de conseil et d'accompagnement du ministère pour l'organisation des élections professionnelles en 2026 et en 2027.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 portant « bordereau des prix » ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe I de sécurité ;
 - Annexe II ERR ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE

3.1/ Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum et avec un montant maximum strictement inférieur à 143 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.2/ Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1, et R 2123-5° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée ferme de trente-six (36) mois.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs. Les prestations P1, P2, P3.1, P3.2 et P3.3 feront l'objet d'un bon de commandes sur la durée du marché. La prestation P3.4 fera l'objet de plusieurs bon de commandes, selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

Le bon de commandes de la prestation P2 est émis par le ministère suite à la réception de la P1.

Le bon de commande de chaque sous-prestation P3 est émis postérieurement à la réception de la prestation P2.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- Par courrier papier avec accusé de réception ;
- Par courrier électronique avec demande d'accusé de réception.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer ou à exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- La dénomination du service émetteur et son adresse ;
- La date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- La référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- L'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- La désignation précise et détaillée des prestations ;
- Le délai maximum d'exécution ;
- Le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder six (6) mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Le titulaire soumis à cette obligation devra communiquer au ministère son BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent marché.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

Le ministère encourage par ailleurs les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre à adopter une stratégie de décarbonation de leurs achats.

* Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

ARTICLE 8/ CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, la présente clause de réexamen est prévue.

L'annexe I à l'acte d'engagement est constituée par l'offre financière du titulaire. Cette annexe financière dresse la liste et le prix des prestations fournies par le titulaire et constitue le document de référence des prestations au jour de la notification du marché.

Dans le cas où le titulaire fait évoluer la liste des profils de ses intervenants ou la gamme des services assurés par chacun des profils qu'il a proposés et définis dans l'annexe financière, et ce dans la stricte limite du périmètre prévue au CCTP

de l'accord-cadre, il présente à l'administration ces évolutions et lui communique les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques qu'il propose.

Ces nouveaux éléments ne peuvent :

- Ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre ;
- Ni avoir pour conséquence de :
 - Réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé ;
 - Augmenter le prix des prestations pour un même niveau de service.

Chaque proposition de nouvelle version de l'annexe I à l'acte d'engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions de cette annexe financière (date, version, nature des modifications) et permettre à l'administration de repérer rapidement dans ce document les changements proposés par le titulaire par rapport à la version en vigueur de l'annexe I à l'acte d'engagement.

Sous réserve de leur acceptation par l'administration, ces nouveaux éléments se substituent et/ou s'ajoutent à ceux figurant en annexe 1 à l'acte d'engagement pour en constituer la nouvelle version en vigueur par voie d'avenant.

ARTICLE 9/ PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAI-PI, le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché notamment l'ensemble des études, analyse d'impact, audits, expertises ou tout autres livrables découlant des prestations du présent marché, afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui en demeure le propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

ARTICLE 10/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble des prestations du présent marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les obligations prévues dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- Demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le ministère avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- Reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Fournir des livrables complets et respecter les délais d'exécution demandés ;
- Alerter le ministère sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le ministère, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du présent marché de prestations d'expertise indépendante ou de l'« Accord-cadre SVE » de solution de vote électronique ;
- Contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par le ministère ou une personne désignée par le ministère afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'administration sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Les intervenants du titulaire qui sont amenés à travailler dans les locaux du ministère doivent respecter les règles de sécurité et de confidentialité portées en annexe I de sécurité du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent marché.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations de l'administration ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations, sauf accord préalable et écrit du ministère.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 11/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

11.1 / Interlocuteur désigné par le ministère

Dès la notification du marché, les interlocuteurs de la direction de projet du présent marché sont communiqués au titulaire ainsi que, dès leur désignation, ceux de l'« Accord-cadre SVE » de la solution de vote électronique.

Le ministère a la faculté de se faire assister par toute personne dont elle juge le concours utile à la bonne exécution du présent marché.

11.2 / Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes tant dans le domaine technique que fonctionnel, dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne un seul et même expert pour l'ensemble des trois prestations avec un engagement de remplacement par un expert suppléant de même niveau d'expérience et de compétence pour garantir la continuité des prestations à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, dans les trois (3) jours ouvrés suivant la notification du présent marché, le titulaire communique les coordonnées téléphoniques et de messagerie électronique d'un interlocuteur unique et de son suppléant, pour assurer l'interface du titulaire avec les services du ministère, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières, et modifications survenant au cours de l'exécution du marché telles que :

- Les personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- Tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle ;
- Tous changements affectant les personnes ayant eu en charge ou susceptibles d'affecter l'exécution des prestations.

Dans les trois (3) jours ouvrés suivant la notification du marché, conformément à l'annexe I sécurité du présent CCAP, le titulaire communique la liste des agents susceptibles d'intervenir à quelque titre que ce soit dans le cadre du présent marché. Chaque agent de la liste doit obligatoirement compléter et signer un ERR (annexe II au présent CCAP).

11.3 / Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence de l'interlocuteur unique du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un interlocuteur unique de remplacement.

En cas de changement de l'interlocuteur unique ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Dans les dix (10) jours ouvrés au moins avant la prise d'effet de la modification de l'équipe, conformément à l'annexe I sécurité du présent CCAP, le titulaire communique la liste des nouveaux agents susceptibles d'intervenir à quelque titre que ce soit dans le cadre du présent marché. Chaque nouvel agent de la liste doit obligatoirement compléter et signer un ERR (annexe II au présent CCAP).

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans un délai correspondant aux dix (10) premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

11.4 / Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Dans les dix (10) jours ouvrés au moins avant la prise d'effet de la modification de l'équipe, conformément à l'annexe I sécurité du présent CCAP, le titulaire communique la liste des nouveaux agents susceptibles d'intervenir à quelque titre que ce soit dans le cadre du présent marché. Chaque nouvel agent de la liste doit obligatoirement compléter et signer un ERR (annexe II au présent CCAP).

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 13.1 du présent document.

ARTICLE 12/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, les articles 5.1 et 5.2 du CCAG-PI s'appliquent ainsi que l'annexe I de sécurité du présent CCAP qui précise que toute donnée à caractère personnel est une donnée sensible du ministère qui doit être protégée comme tel.

Le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des informations communiquées par l'administration, à ne pas citer le ministère dans ses supports de communication sans son accord préalable. A ce titre, le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable et écrit de l'administration avant d'effectuer toute communication interne ou externe relative à l'objet du présent marché et à respecter la charte graphique et les conditions formulées par l'administration.

Tous les échanges d'information(s) entre le titulaire et le ministère sont soumis aux stipulations de l'annexe I de sécurité au CCAP du présent marché.

Le non-respect de la présente clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 13.2 ci-dessous.

ARTICLE 13/ PENALITES

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

13.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de trois cent cinquante (350) euros HT par jour ouvré de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 3.7 du CCTP du présent marché. et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, la somme des pénalités de retard est plafonnée à trente pourcent (30%) du montant total commandé depuis la notification du marché.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, passé un délai de vingt (20) jours ouvrés de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

13.2/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de sept cents (700) euros HT par manquement.

13.3/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels

En cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de sept cents (700) euros HT par manquement.

ARTICLE 14/ PRIX DU MARCHÉ

14.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

14.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire pour chaque prestation P1 et P2 et chaque sous-prestation P3.1, P3.2, P3.3 et à prix unitaires pour la sous-prestation P3.4, conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

14.3/ Révision des prix

Les prix sont fermes pendant toute l'exécution du marché.

ARTICLE 15/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

15.1/ Facturation

Pour les prestations P1, P2 et pour les sous-prestations P3.1, P3.2, P3.3 et P3.4, le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère. Le règlement s'effectue à cent pourcent (100%) du montant de la prestation commandée.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs prestations dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des prestations réceptionnées.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du service émetteur ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- Les références du bon de commande ;
- Le récapitulatif des prestations ;
- Le montant de la facture, en HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

15.2/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

15.3/ Avance

Les dispositions applicables à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de cinq pourcent (5%) est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à trente pourcent (30%) lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille (50 000) euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de trente (30) jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

15.4/ Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à trois (3) mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de trois (3) mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à vingt pourcent (20%) du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à vingt pourcent (20%). Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

15.5/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 16/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

16.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

16.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 19 du présent CCAP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

16.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

16.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

16.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Le numéro SIREN de la société correspondante ;

- Les attestations fiscales et sociales ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 17/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 18/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En plus des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans le cas suivant :

- En cas de non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues à l'article 11 du présent CCAP et dans son annexe I de sécurité ;
- En cas de violation des obligations mentionnées à l'article 10 du CCAP, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP ;
- En cas de pénalités dépassant le plafond de trente pourcent (30%) du montant total commandé depuis la notification du marché ;
- A compter de vingt (20) jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces demandées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 7 du CCAG-PI, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 19/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir préalablement obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 20/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 22/ DEROGATIONS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 9	Propriété intellectuelle	Article 35
Article 11.2	Interlocuteur désigné par le titulaire	Article 3.4.1
Article 11.3	Changement d'intervenant du titulaire	Article 3.4.3
Article 11.4	Récusation d'un intervenant par le ministère	Article 3.4.3
Article 13	Pénalités	Article 14 Article 39
Article 16.1	Assurance	Article 9.2
Article 18	Résiliation	Article 39

Articles du CCTP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 3.7	Opérations de vérification - admission	Articles 28 et suivants